

168

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

168



THESE
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1904

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 3 février 1904, à 1 heure

Par **E. LECLERC**

DE

L'UTILITÉ MÉDICALE DE L'ASSOCIATION

ET DE

L'HOPITAL DES DAMES FRANÇAISES

Président : M. GAUCHER, professeur.

Juges : MM. LETULLE, WURTZ et TEISSIER, agrégés.

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1904

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Doyen	M. DEBOVE.
Professeurs	MM.
Anatomie.	P. POIRIER
Physiologie	CH. RICHET
Physique médicale.	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.	BOUCHARD.
Pathologie médicale	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale	BRISSAUD.
Anatomie pathologique	LANNELONGUE.
Histologie.	CORNIL.
Opérations et appareils	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale.	BERGER.
Thérapeutique	POUCHET.
Hygiène	GILBERT
Médecine légale.	N....
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	BROUARDEL.
Pathologie expérimentale et comparée.	DEJERINE.
	CHANTEMESSE
	HAYEM.
Clinique médicale.	DIEULAFOY.
	DEBOVE.
	LANDOUZY.
	GRANCHER.
Maladies des enfants	
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.	JOFFROY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	GAUCHER.
Clinique des maladies du système nerveux.	RAYMOND.
Clinique chirurgicale.	TERRIER.
	DUPLAY.
	LE DENTU.
	TILLAUX.
Clinique ophtalmologique.	DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.	GUYON.
Clinique d'accouchements	BUDIN.
Clinique gynécologique	PINARD.
Clinique chirurgicale infantile	POZZI.
	KIRMISSON.

Professeurs honoraires : MM. JACCOUD, FOURNIER et FARABEUF.

Agrégés en exercice.

MM.			
ACHARD	FAURE	LEGUEU	TEISSIER
AUVRAY	GILLES DE LA	LEPAGE	THIERY
BESANÇON	TOURETTE	MARION	THIROLOIX
BONNAIRE	GOSSET	MAUCLAIRE	THOINOT
BROCA (Aug.)	GOUGET	MERY	VAQUEZ
BROCA (André)	GUIART	POTOCKI	WALLICH
CHASSEVANT	HARTMANN	REMY	WALTHER
CUNEO	JEANSELME	RENON	WIDAL
DEMELIN	LANGLOIS	RICHAUD	WURTZ
DEGREZ	LAUNOIS	RIEFFEL (chef	
DUPRE	LEGREY	des trav. anat.)	

Le Secrétaire de la Faculté : M. GRISEZ.

Par délibération en date du 9 décembre 1798. l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

PRÉFACE

En terminant nos études médicales, nous tenons à exprimer ici à M. le professeur GAUCHER, professeur de Clinique et médecin de l'hôpital St-Louis, dont nous avons suivi l'enseignement et qui nous a fait l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse toute notre reconnaissance pour le bienveillant accueil que nous avons toujours rencontré auprès de lui en toute circonstance.

Que MM. les professeurs MONOD, POIRIER et ARROU nos maîtres en science chirurgicale,

Que MM. les professeurs PINARD et POTOCKI qui nous ont initié à l'art des accouchements,

Que M. le professeur WURTZ, Médecin des Hôpitaux, notre maître à l'Institut de Médecine coloniale et toujours si bienveillant à notre égard,

Reçoivent aussi l'expression de tous nos remerciements.

Ayant eu la bonne fortune d'être agréé en qualité d'interne en médecine à l'HÔPITAL DES DAMES FRANÇAISES, nous avons cru pouvoir nous acquitter bien faiblement de la grande dette de reconnaissance que nous y avons contractée en choisissant comme sujet

de thèse : *l'Utilité de l'Association et de l'Hôpital des Dames Françaises.*

Dans l'impossibilité d'exprimer séparément à toutes les personnes de l'Association, que nous voudrions, l'expression de notre profonde gratitude, nous adresserons aux Médecins chefs de service nos plus sincères remerciements dans la personne du D^r DUCHAUSSEY, fondateur de l'Œuvre.

Et à toutes les Dames nous prions d'accepter l'expression de nos plus respectueux hommages dans la personne de Mme BINOT, Administratrice de l'Association et de Mme THIERRY-LADRANGE, Directrice de l'Hôpital d'Auteuil.

*Ejusdem temporis femina Apuliæ ditissima,
Bufa nomine, Romanos, qui e Canensi
clade, supererant, benignissime alimentis
sustentavit.*

De l'utilité médicale de l'Association

et de

l'Hôpital des Dames Françaises

L'insuffisance et le désordre dans les secours médicaux du service sanitaire des armées ont existé de tout temps ; certes les progrès y sont de plus en plus nombreux ; mais il y a encore beaucoup à faire dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé des troupes ainsi que pour parer aux éventualités de la guerre.

Dans les armées du passé, le service sanitaire n'existait pour ainsi dire pas, en effet la caractéristique du monde antique est le mépris de la vie humaine, tout blessé est abandonné, sa blessure le mettant au nombre des inutiles. On retrouve du reste encore de nos jours ces coutumes inhumaines en Extrême-Orient.

Les Grecs et les Romains, malgré leur civilisation

artistique et littéraire, malgré les hautes idées de leurs philosophes pensaient tous de même à cet égard.

Avec la chevalerie, une nouvelle ère se produisit ; mais les sentiments nouveaux n'étaient malheureusement pas spontanés et l'idée de lucre en était le plus souvent le seul mobile : la vérité oblige en effet à reconnaître qu'on épargnait plus les nobles seigneurs dont on espérait tirer rançon que les malheureux vilains, taillables et corvéables à merci dont l'existence ne semblait pas précieuse.

Enfin avec la Renaissance, page mémorable dans les annales de l'humanité, le souci de la vie des blessés inspire les gouvernants et l'on voit à cette époque apparaître les premiers médecins dans les armées. C'est au cardinal de Richelieu qu'il convient de rapporter les premières ordonnances instituant le Service de santé en campagne ; le texte de ces documents est extrêmement curieux et montre combien depuis Louis XIII le monde a marché ; en voici un extrait :

« A chaque armée il y aura des jésuites et des cuisiniers qui
« donneront du bouillon et du potage à tous les malades qui ne
« voudront pas aller aux hôpitaux et de plus un chirurgien et
« un apothicaire pour soigner et secourir de médicaments ceux
« qui en auront besoin. La grande armée aura six jésuites, savoir
« quatre prêtres et deux frères lais, un cuisinier, cinq aides et
« un apothicaire ; lesdits jésuites auront pour cet effet deux
« charrettes de vivres et six moutons tous les jours. Le pain de
« munition de chaque malade leur suffira. En chacune des
« petites armées il faudra la moitié de cet équipage, savoir :

« trois jésuites, un cuisinier, trois aides, un chirurgien et un apothicaire, une charrette et trois moutons. »

Mais tous ces services n'étaient encore qu'à l'état de rudiment et mal définis, c'est seulement en 1690 avec Louvois qu'est constitué, sur des bases solides, un corps de santé militaire. La première ambulance à l'état fort rudimentaire date de la campagne d'Allemagne entreprise par Louis XIV ; mais il était défendu d'y recevoir quiconque était transportable en arrière ; en songeant à ce que les moyens de transport et d'évacuation étaient à cette époque, on conçoit combien devait être pénible ce fonctionnement.

A partir de cette époque, chaque guerre nouvelle et chaque nouveau gouvernement font progresser le service de santé militaire, mais malgré toutes ces améliorations considérables, plus que tous les raisonnements, les souvenirs des horreurs des soirs de bataille disent qu'aucun effort ne permet encore de secourir efficacement les milliers de blessés étendus sur un sol rougi de leur sang. Napoléon lui-même tout endurci qu'il fût à la guerre ne put parcourir sans une vive émotion la plaine d'Eylau jonchée de blessés, de morts et de mourants.

Enfin la campagne de 1870-71, la dernière grande guerre entre deux nations du continent, est un enseignement démontrant l'insuffisance du service de santé toujours débordé.

Ce furent l'insuffisance et le désordre des secours médicaux après les grandes batailles livrées dans l'Es

et dans le Nord de la France, ce furent les improvisations si défectueuses des hôpitaux et du personnel de secours même à Paris, ce furent les résultats déplorables des opérations pratiquées pendant le siège de Metz et de Paris qui suggérèrent au Dr Duchaussoy la fondation de l'Association des Dames Françaises.

A cette lugubre époque, non seulement nos malheureux soldats étaient décimés par l'ennemi pourvu d'un armement plus parfait, mieux préparé à la guerre, mais encore ils succombaient en nombre immense par suite de l'insuffisance et du désordre des secours médicaux. Certes le corps de santé de l'armée, les médecins volontaires et les Dames ambulancières y accomplissaient leur mission avec un dévouement et une abnégation sans bornes, mais ceux là étaient notoirement en nombre trop restreint et celles-ci ne pouvaient suppléer que par leur bonne volonté, peu pourvues qu'elles étaient des notions de petite chirurgie et d'hygiène qu'on ne leur avait point enseignées; les premières notions elles ne les acquéraient qu'à la longue et aux dépens des malades eux-mêmes. Aussi un grand nombre de malheureux qu'on eût pu sauver, succombèrent ils faute de soins.

Touché par ce triste spectacle si souvent renouvelé et auquel il avait maintes fois assisté, le Dr Duchaussoy n'a dès lors qu'un seul but : employer tout son temps à répandre ses idées par la plume et la parole et contribuer ainsi pour beaucoup à éviter le retour de pareils désastres.

Nous suivrons dès lors le Dr Duchaussoy dans

l'accomplissement de son œuvre de l'origine à nos jours.

Au mois de juillet 1876, le D^r Duchaussoy, professeur agrégé de la Faculté de Paris expose à la Société de Médecine pratique de Paris, un projet de création d'une Ecole de gardes malades et d'ambulancières. Il n'en existait à cette époque aucune de ce genre en France. Cette institution qui manquait totalement dans notre pays était au contraire en pleine prospérité chez les peuples voisins au grand avantage des malades qui recevaient des soins éclairés et à la grande satisfaction des médecins qui avaient la certitude de voir leurs prescriptions bien exécutées.

Au mois d'avril 1877, le Ministre de l'Instruction publique autorise l'ouverture de l'Ecole des gardes-malades et d'ambulancières comme établissement d'enseignement supérieur. Le D^r Duchaussoy préside à cette ouverture et expose le but qu'il se propose en ouvrant les cours ; il y signale la difficulté de rencontrer jusqu'ici des gardes-malades possédant les connaissances utiles et les qualités morales qui sont si précieuses dans cette profession, tout en reconnaissant les services rendus par les religieuses. Leur nombre d'abord est trop restreint pour les malades et complètement insuffisant pour la guerre et les épidémies ; de plus l'instruction spéciale nécessaire aux gardes-malades n'est pas donnée dans les couvents toujours aussi complètement qu'il serait souhaitable qu'elle le fût et en vertu de leurs règlements ces religieuses ne peuvent convenir pour toutes les maladies ; enfin beaucoup de malades

préférèrent les soins d'une femme laïque pour des raisons de divers ordres. C'est la lacune à combler et l'enseignement et l'institution à fonder.

Ces paroles et ces idées qui aujourd'hui paraissent très naturelles étaient fort avancées pour l'époque où il y avait encore un grand pas à faire pour combattre les préjugés, la routine et l'ignorance.

Dans cette conférence, le Dr Duchaussoy cite un des premiers exemples du service rendu par les femmes dans les guerres antérieures. En Angleterre, dit-il, les Associations féminines pour secourir les blessés ne sont pas rares, voyez Miss Nightingale dirigeant ses compatriotes pour aller soigner les soldats de l'armée anglaise en Crimée. Ces héroïnes laïques du dévouement aux malades et aux blessés ont pu faire cesser en peu de temps le déplorable état de cette armée qui était arrivée à perdre par an 60 100 de son effectif, sans compter les accidents de guerre. Pendant les cinq derniers mois cette même armée restant dans le même climat ne perdait que les deux tiers de ce que perdent les troupes cantonnées en Angleterre ; qui avait opéré cette prodigieuse transformation des conditions hygiéniques ?... des femmes instruites et guidées par Miss Nightingale.

Ce grand exemple a porté ses fruits, l'œuvre que cette admirable femme avait conçue et développée avec tant de succès a fait naître partout une noble émulation ; de nombreuses écoles se sont ouvertes en Angleterre, en Suisse, en Amérique.

En 1877 l'Ecole des Ambulancières entre dans sa

deuxième année, nombreux sont les encouragements venus de tous côtés, nombreuses aussi sont les élèves appartenant à toutes les classes de la société. A la séance d'ouverture le Dr Duchaussoy est obligé de répondre aux observations de quelques-uns de ses collègues enclins à croire que cette nouvelle association sera peut-être plutôt nuisible qu'utile à la société ; nous citerons ici son argumentation tout au long :

« Presque partout nous n'avons recueilli que des paroles de
« sympathie et de chaleureuses adhésions. Quelques médecins
« cependant ont témoigné des craintes qui formulées de diverses
« manières peuvent se résumer en cette objection : Vous allez
« faire de ces demi-savants qui sont si dangereux, vos élèves se
« croiront presque des médecins, malgré vous elles sortiront de
« leur rôle, donneront des conseils aux malades et ajouteront
« une longue liste à la série des malheurs que l'ignorance et le
« charlatanisme causent tous les jours. A ces craintes je pourrai
« répondre que les institutions les plus utiles et même les plus
« moralisatrices ont aussi leurs défauts, que les écarts et les
« abus sont inhérents à l'humaine nature, qu'il est impossible
« de citer un enseignement qui n'entraîne pas quelques incon-
« vénients et que si l'existence des abus suffisait pour faire con-
« damner une œuvre, il faudrait à ce compte saper complète-
« ment tout ce qui fait l'honneur des sociétés humaines ; mais
« sans m'arrêter à cette thèse générale, j'entre de suite dans le
« vif de l'objection et je dis à mes honorables confrères : les
« abus dont vous vous plaignez existent depuis longtemps ; ce
« n'est pas notre école qui les fera naître, ils se pratiquent sur
« une large échelle ; les lois qui devaient les réprimer et mettre

« un terme au mal qu'ils produisent dans la société sont insuf-
« fisantes. A quoi cela tient-il ? A ce que comme l'a dit Mon-
« tesquieu, il y a quelque chose de plus fort que les lois écrites,
« ce sont les mœurs publiques ; là est la source d'un mal que je
« déplore comme vous, mais contre lequel toutes nos remon-
« trances demeurent impuissantes. Quoi d'étonnant d'ailleurs à
« cela ? Ne vous souvenez-vous pas que la verve satirique de
« Voltaire et l'immense retentissement de ses écrits ont pu seuls
« faire disparaître le Charnier des innocents et que les milliers
« de victimes qu'avait faites ce foyer n'avaient pas suffi à vain-
« cre la routine et à dessiller les yeux ? Qu'est-ce à côté de cela
« que l'abus dont nous nous plaignons ? Mais vous convenez
« avec moi que le mal existe et qu'il existera probablement
« toujours à des degrés variables. Allons nous l'augmenter ? Là
« est la question ; nos élèves seront-elles au nombre de ces
« demi-savants dangereux par leur présomption et que vous
« redoutez pour les malades avec tant de raison ?

« Eh bien je ne le crois pas, je suis même convaincu que nous
« diminuerons le mal. Pourquoi cela ? Parce que jamais on n'a
« fait entendre aux personnes qui soignent les malades le lan-
« gage que nous leur tenons. Qui donc s'est mis en communi-
« cation avec elles pour leur faire voir l'extrême difficulté qu'il
« y a souvent même pour le médecin à préciser les caractères
« d'une maladie ? Qui leur a fait toucher du doigt la ligne de
« démarcation qui est tracée naturellement entre la tâche du
« médecin et le rôle de son aide ? Voilà ce que nous leur ensei-
« gnons dans chacun de nos cours — Croyez-nous, si quelques
« élèves sont venues nous écouter avec cette insuffisance que
« donnent l'ignorance et la légèreté du caractère, soyez sûrs
« qu'elles seront sorties de nos cours avec cette sage défiance

« d'elles-mêmes dont parle le vieux Montaigne : — Il est
« advenu aux gents véritablement sçavants ce qui advient aux
« espics de bled, ils vont s'élevant et se haussant la tête droite
« et fière tant qu'ils sont vuides ; mais quand ils sont pleins et
« grossis de leurs grains en maturité, ils commencent à s'hu-
« milier et à baisser les cornes. »

En 1878, l'Association des ambulancières touche à sa troisième année, l'œuvre grandit toujours, poursuit son développement et se perfectionne d'année en année ; loin de se contenter des résultats acquis le D^r Duchaussoy redouble d'efforts ; il exhorte ses concitoyens à ne pas s'endormir sur les lauriers de l'Exposition Universelle qui finissait et à persévérer plus que jamais dans l'œuvre commencée. D'ailleurs l'émulation s'en mêle, de tous côtés les nations voisines s'agitent pour la réorganisation des sociétés de secours aux blessés et un exemple récent pris dans les sanglants événements qui se sont déroulés au siège de Plewna en Turquie sert à montrer combien une fois de plus les prévisions administratives et les ressources ordinaires d'une armée en campagne peuvent se trouver insuffisantes.

Ici encore les chiffres sont la plus éloquente démonstration ; dans les armées il meurt deux fois autant de soldats (1878) par les maladies que par les blessures ; or dans une armée de cent mille hommes, y a-t-il 10.000 blessés ? il faut compter 20.000 malades, en tout 30.000 hommes à soigner, c'est malheureusement la proportion habituelle, celle donnée par le *Bulletin officiel de l'Armée russe* qui comptait longtemps encore

après la cessation des hostilités le chiffre effrayant de 80.000 malades sur un effectif de 200.000 hommes. Or, en mettant en ligne un million d'hommes, il peut arriver que plus de 300.000 hommes encombrant au même moment les hôpitaux et les ambulances. C'était ce qui pouvait arriver en 1878 avec un personnel insuffisant pour répondre à de pareils besoins et qui devait suffire en même temps au service de 700.000 hommes restés sous les drapeaux ; tout était prévu, semblait-on dire à cette époque, oui, sauf l'imprévu qui est de règle à la guerre.

Enfin en 1879, le 31 octobre, a lieu la fondation de l'Association des Dames Françaises, but poursuivi depuis dix ans par son fondateur. En cette circonstance pour stimuler le zèle de ses concitoyens, le Dr Duchaussoy énumère les nombreuses créations de nouvelles sociétés semblables pour donner des secours aux blessés, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre même, ce pays que sa position géographique semble devoir rendre indifférent à tout autre chose qu'à sa prospérité commerciale. En Allemagne, particulièrement florissante fonctionne l'Union Patriotique des Dames Allemandes, avec l'obligation de former des infirmières et de tenir prêts, suivant les règles prescrites, le matériel pour les pansements ainsi que tous les objets de lazaret. Les mêmes statuts ont constitué toutes les sociétés de dames, pendant la paix, en comités d'assistance pour les malheurs et les épidémies extraordinaires. En 1877 de 383 le nombre des sociétés de dames a monté à près de mille et il y a un nombre

égal de sociétés d'hommes. Même en temps de paix cette association ne reste pas inactive — d'ailleurs il y a toujours une guerre à la surface du globe — et ajoute le Dr Duchaussoy, depuis 1870 cette organisation a toujours été grandissante, l'Allemagne ne la trouve pas encore suffisante pour lui permettre d'attendre les événements avec confiance, ses progrès sont incessants et il doit en être ainsi, car ce n'est pas une éphémère explosion de sentiments qui a fait naître l'Union Patriotique des Dames Allemandes, c'est le besoin raisonné de la sécurité, c'est la vigilance calme mais constante.

Et nunc erudimini ! Depuis dix ans quels progrès avons-nous faits dans cet ordre, comparativement à nos voisins, nous remettons toujours au lendemain les affaires sérieuses et nous nous laissons par trop aller aux rêves dorés de la paix universelle. Aussi une Association de Dames ambulancières s'imposait-elle, c'était d'ailleurs le but que se proposait le Dr Duchaussoy en fondant quatre ans avant l'École des gardes-malades. Avant de demander aux Dames de se mettre en association pour secourir les blessés est-il du moins nécessaire de leur dire le rôle qui leur sera dévolu en temps de guerre ; il ne consistera pas à aller sur les champs de bataille, leur place n'est même pas à côté des combattants, mais au chevet des malades et des mourants dans les hôpitaux.

D'ailleurs le concours de la femme est désormais nécessaire. Aujourd'hui, l'armée active, sa réserve, l'armée territoriale réunissent dans leurs rangs la plus grande partie des citoyens en état de porter les armes.

Si l'on y ajoute le nombre d'hommes toujours considérable que nécessitent même en temps de paix les services publics, les administrations de l'État, il ne restera sans emploi qu'un bien petit nombre de citoyens valides. C'est à ceux là qu'il incombera de déployer leur activité au voisinage des champs de bataille, c'est là leur place et en chargeant des soins intérieurs des ambulances, les Dames ambulancières on laissera ainsi à ces hommes la possibilité de remplir leur rôle actif.

C'est dans cet ordre d'idées que fut fondée en 1879 l'Association des Dames Françaises. Au point de vue administratif, l'organisation en fut des plus simples ; cette association a pour but de préparer bien longtemps avant la guerre, un personnel nombreux en distribuant toutes les connaissances dont les ambulancières doivent être pourvues et d'obtenir en temps de paix une association bien disciplinée. Les connaissances techniques et pratiques seront obtenues par des cours et leçons faites d'une façon suivie. Quant à la discipline et à l'unité d'action, ce double but sera atteint par la création d'un comité central composé de toutes les personnes de Paris, qui font partie de l'Association. Ce comité central a pour but : 1^{er} de rechercher et réunir des femmes de diverses conditions capables d'exercer des fonctions actives et faire donner à ces personnes l'instruction spéciale nécessaire à leurs fonctions ; 2^e de propager dans les départements l'idée de l'Association, favoriser par tous les moyens possibles la formation de comités poursuivant le même but ; 3^e réunir

un matériel de secours toujours prêt, même en temps de paix et pouvant être rapidement décuplé ou même centuplé en cas de guerre ; 4^e procurer un matériel d'enseignement tant pour Paris que pour les comités départementaux qui n'en pourraient faire les frais.

A dater de cette époque, l'Association des Dames Françaises progresse continuellement et finit à s'imposer par ses seuls services rendus, aussi le 23 avril 1884 le ministre de l'Intérieur la déclare reconnue d'utilité publique ; mais l'association étend encore son champ d'action et bien qu'en principe elle ne doive accorder son concours qu'en cas de guerre, il ne se passe pas d'année sans que des malheureux éprouvés par une calamité, tremblement de terre, épidémies de choléra ou autres ne reçoivent immédiatement des secours ; d'ailleurs l'association ne perd pas de vue son but principal en secourant les corps expéditionnaires des troupes coloniales.

En considérant la diversité des infortunes que l'Association soulage on peut se demander si elle n'agit pas au hasard des événements malheureux ; non pas, tout en effet est réglé chez elle comme il convient à une société fondée non pour un but momentané, mais pour un avenir dont rien ne fait prévoir le terme.

L'emploi des fonds est réglé par les statuts ; tant pour cent du fonds de réserve pour les cas de guerre en France ; tant pour les victimes des calamités publiques ; tant pour secourir les victimes de nos guerres actuelles dans les colonies et les pays de protectorat.

Une calamité survient-elle ? on emploie les sommes

que les statuts autorisent à dépenser augmentées de celles versées spécialement pour cette circonstance ; ainsi prenons pour exemple cette année (année 1885), les dons ont été considérables pour la campagne de Chine et du Tonkin, dons en nature, dons en argent s'élevant pour cette seule destination à une somme supérieure à cent dix mille francs. On voit ainsi par cet aperçu que l'association est loin de rester inactive.

Nous arrivons à 1889 date de l'Exposition Universelle qui marque une nouvelle étape de succès franchie par l'association ; cinq cents adhérents de plus et la formation de comités dans presque toutes les villes principales du pays, tel est le bilan de cette année.

Cependant, toujours infatigable, le Dr Duchaussoy voyait encore plus loin ; en vérité l'association possédait bien les types du matériel nécessaire au rôle qui lui serait dévolu en cas de guerre et son personnel était à la hauteur de sa tâche, mais il manquait une pierre à l'édifice pour qu'il fût complet : augmenter d'abord la partie du matériel qui peut être préparée à l'avance, ensuite exercer le plus grand nombre possible de dames à l'administration, à la gestion et à la surveillance d'un hôpital. Comment y parvenir ?

Pour former des ambulancières, comme pour former des médecins, des cours théoriques ne suffisent pas, il faut y joindre le contact des malades, c'est à dire l'enseignement technique à l'hôpital, cette vérité est tellement évidente, que les Comités de Dames allemandes ont depuis longtemps leurs hôpitaux, il en est de même en Autriche et en Hongrie ; en France rien de sem-

blable encore pour les sociétés de la Croix rouge, aussi l'association décide-t-elle de créer, maintenant qu'elle le peut, l'enseignement des ambulancières par l'hôpital et le conseil adopte le principe de l'hôpital-ambulance ; il n'y aura qu'un seul bâtiment fixe qui contiendra le dépôt du matériel, le dispensaire, les malades pour l'enseignement et tous les locaux nécessaires aux services généraux. Que la guerre éclate ou qu'une épidémie survienne, ces locaux sont immédiatement pourvus de leur matériel, des tentes sont montées sur les emplacements déterminés d'avance et en 48 heures on installe un hôpital de cent lits. Le danger passé, les tentes sont désinfectées, repliées et transportées dans les magasins, il ne reste plus, comme précédemment, que le bâtiment fixe.

Ces dispositions seraient très facilement applicables en cas de guerre à des maisons de campagne, la maison servirait pour les services généraux et les tentes seraient espacées dans le parc ou le jardin. Et à l'inverse des somptueuses et dispendieuses constructions qui ne réalisent pas toujours les meilleures conditions hygiéniques, l'hôpital-ambulance de l'Association des Dames françaises sera parfaitement salubre et économique.

Le 29 juin 1896 a lieu la pose de la première pierre de l'hôpital de l'Association, par Mme Félix Faure femme du Président de la République française et présidente d'honneur de l'Association. A cette occasion le Dr Duchaussoy prononça un discours dans lequel il fit

ressortir que la création de cet hôpital était absolument nécessaire.

« Nous enseignons sans interruption depuis dix-neuf ans la
« théorie, dit-il en substance, les résultats sont excellents, les
« Dames qui subissent chaque année les examens, nous
« étonnent toujours par la variété des connaissances acquises
« et la clarté de leurs idées. En est-il de même pour l'ensei-
« gnement pratique dans les hôpitaux ? Nous avons le regret
« de le dire, dans les conditions actuelles, cet enseignement ne
« peut donner pour nos Dames ambulancières le résultat désiré.
« Les hôpitaux de Paris sont avec juste raison, envahis par les
« étudiants en médecine, les dames étrangères ne peuvent y
« avoir qu'un accès discret, ce n'est pas pour elles que ces cli-
« niques sont faites et à part quelques exceptions les dames
« hésitent à se rendre dans un milieu qui ne poursuit pas le
« même but qu'elles, pour y recueillir avec peine quelques
« notions qu'il leur faut dégager d'une foule d'autres dont elles
« n'ont pas besoin ; est-il nécessaire de vous expliquer mainte-
« nant pourquoi l'Association des Dames Françaises élève cet
« hôpital ; pourquoi depuis six ans elle n'a cessé de lutter patiem-
« ment pour la réalisation de son désir, pourquoi elle ne s'est
« pas laissé décourager par les obstacles. »

Enfin l'hôpital s'ouvrit le 30 juin 1896 ; le but poursuivi avec tant d'opiniâtreté par le Dr Duchaussoy était atteint et il voit ses efforts enfin couronnés ; ce n'était pas sans persévérance, il lui avait fallu vingt ans d'efforts constants non rebutés pour arriver à ce résultat ; son institution de l'Ecole des gardes-malades et ambulancières datait de 1876 (premiers cours de ce genre dans

notre pays). Trois ans après, comme nous le disions plus haut, le nombre des élèves ayant formé un noyau suffisant, fut fondée l'Association des Dames Françaises, également la première Société de Dames établie en France pour secourir les militaires blessés en cas de guerre et les civils dans les calamités publiques.

Cet hôpital loin d'avoir l'aspect triste de la plupart des établissements de ce genre présente une façade gaie, riante, percée de larges baies ouvertes à l'air et à la lumière, les meilleurs agents de l'hygiène, les auxiliaires indispensables de tout traitement.

Quelle est la destination de cet hôpital? Quelles sont les dispositions particulières qu'il présente. Comment fonctionne-t-il? Quels résultats a-t-il donnés jusqu'ici? Quels sont ses besoins les plus urgents? Voilà ce que nous allons exposer. L'hôpital des Dames Françaises est un hôpital d'instruction pour les Dames Ambulancières, il complète et rend tout à fait pratique l'enseignement qu'elles ont déjà reçu au siège de l'Association; c'est pour atteindre ce but que tous les services sont confiés à des dames, ce sont elles qui tiennent la lingerie, préparent les médicaments sous le contrôle d'un pharmacien, font des pansements que les médecins leur confient, aident même aux opérations, quand elles ont acquis l'expérience nécessaire, tiennent les registres des entrées, de la statistique, des dépenses, etc..., surveillent la préparation et la distribution des aliments et remplissent les fonctions très diverses et généralement nombreuses que nécessite une consultation très suivie de malades et de blessés.

Quand des Dames Ambulancières ont passé un temps suffisant à l'Hôpital et qu'elles y ont fait preuve d'un savoir dûment constaté par les médecins et montré qu'elles possèdent les qualités morales nécessaires, elles peuvent être nommées ambulancières majeures, grade qui leur permettrait de rendre des services inappréciables dans les hôpitaux auxiliaires de l'Association en cas de guerre. C'est l'instruction pratique ainsi acquise à l'hôpital qui a fait complètement défaut aux bonnes volontés pendant la désastreuse guerre de 1870 et c'est cette ignorance qui a été cause des déplorables résultats constatés dans la plupart des Hôpitaux improvisés. Aujourd'hui grâce à l'enseignement dont l'Association des Dames Françaises a pris l'initiative, il n'en serait plus de même, les médecins et les chirurgiens trouveraient dans ces dames des auxiliaires intelligentes, instruites, dévouées et même habituées à la discipline qu'elles observent elles mêmes spontanément parce qu'elles la comprennent.

Veut-on prendre une idée de la manière dont sont distribués les bâtiments de l'hôpital ? Suivons le malade qui se présente pour y entrer, nous ferons ainsi connaissance avec les locaux ; sauf le cas d'urgence le malade ou le blessé entre dans la salle de consultation, le médecin l'examine, si son cas est grave on lui délivre un billet d'entrée. De la salle de consultation, le malade passe dans la salle de bains, à moins que le médecin n'en ait ordonné autrement ; un infirmier le déshabille, lui donne tous les soins nécessaires de propreté, dépose ses vêtements à la salle de

désinfection et lui fait revêtir ceux de l'hôpital ; puis toujours sans sortir des bâtiments, le malade est conduit au bureau des entrées où promptement l'on remplit toutes les formalités nécessaires, de là s'il y a lieu, on le transporte soit par l'ascenseur, soit à l'aide d'un brancard au lit qu'il doit occuper dans les salles.

En indiquant ce trajet nous avons déjà fait connaître une partie importante des locaux ; au rez-de-chaussée il y en a quelques autres tels que le magasin du matériel de rechange, la pharmacie et la tisannerie d'un côté, la salle d'enseignement, la salle d'opérations, le laboratoire où l'on stérilise les objets de pansement et les instruments. Les salles de diverses consultations sont tout à fait séparées du corps de l'hôpital ; on comprend la raison de cet éloignement, s'il se présente à la consultation un cas de maladie contagieuse, la transmission aux malades de l'hôpital est ainsi évitée ; pour la même raison le personnel de service des consultations est distinct de celui du service intérieur.

Au premier étage deux vastes salles l'une de médecine, l'autre de chirurgie séparées par le cabinet vitré de l'infirmier de garde qui sans se déplacer peut exercer sa surveillance dans chacune d'elles. A l'extrémité de chaque salle, lavabos, cabinets d'aisance, trémies pour la descente du linge sale, salles de bains ; au deuxième étage, chambres d'isolement.

Ajoutons à cela un grand jardin planté de marronniers, vous aurez une idée sommaire de l'hôpital d'instruction.

Ce jardin, comme nous l'avons dit plus haut, aurait

une destination particulière en cas de guerre, il recevrait cinquantes grâce auxquelles le nombre des malades soignés à l'hôpital dépasserait cent ; les services généraux de l'hôpital ont été organisés dans cette prévision, il n'y aurait rien à changer, on augmenterait seulement le personnel.

Tout ce que nous venons de dire montre bien que l'hôpital des Dames Françaises atteint complètement son but : l'instruction des dames ambulancières. L'expérience a d'ailleurs prouvé, chaque année un grand nombre d'élèves viennent y faire un stage pendant lequel elles ne sont pas de simples spectatrices, elles en remportent des connaissances très précises, qui leur permettent de seconder intelligemment les médecins chez elles et dans leur entourage, c'est là un premier bienfait.

En surplus l'hôpital rend à la population indigente d'autres services qui méritent d'être signalés ; le soin et la bienveillance que les médecins, les chirurgiens et les dames apportent au traitement des malades et des blessés, les succès remarquables obtenus dans la salle de chirurgie du Dr Pochon, ont attiré à l'hôpital une nombreuse clientèle de gens dénués de ressources et hors d'état par conséquent de se faire soigner à leur domicile. Tous les soins qu'on leur donne y sont gratuits, même les pansements les plus coûteux, la statistique montre que chaque année on y donne plus de douze mille consultations et qu'on y exécute plus de six mille opérations ou pansements, n'est-ce pas là une œuvre de charité par excellence ?

Malgré l'ordre et l'économie que la commission administrative y apporte, le fonctionnement que nous venons d'indiquer nécessite chaque année une dépense d'environ 36.000 francs, charge lourde pour l'hôpital des Dames Françaises qui en a déjà beaucoup d'autres ; l'association en effet est obligée de tenir toujours disponible l'argent nécessaire au service de vingt autres hôpitaux qui pourraient être appelés à fonctionner du jour au lendemain dans Paris, en cas de guerre. L'ordre et l'économie précités n'ont pu que très peu faire descendre au-dessous de 1.500 francs le prix de revient annuel d'un lit.

Quant au fonctionnement des différents services il est ainsi réglé : les consultations ont lieu chaque matin à neuf heures, il y a une consultation de médecine et une consultation de chirurgie, et dans l'hôpital une salle afférente à chacun de ces deux services. Deux spécialités pour lesquelles de nombreux malades se présentaient chaque jour y ont été ajoutées ; une consultation par un spécialiste pour les maladies des yeux, de même pour les dents.

Sont reçues et traitées gratuitement aux consultations externes toutes les personnes qui s'y présentent à la condition qu'elles ne soient pas notoirement dans l'aisance. Il n'est pas délivré de médicaments gratuitement, ces distributions étant fort dispendieuses et donnant lieu le plus souvent à de graves abus.

Les services ainsi rendus dans ce quartier populeux de Paris et de la banlieue correspondante, totalement dépourvus d'hôpitaux de l'Assistance sont de plus en

plus appréciées par la population d'ailleurs en pareille matière ce sont les chiffres qui ont le plus d'éloquence ;

ANNÉE 1896-1897 : 10,037 consultations, 5498 opérations ou pansements, 155 hospitalisés représentant un total de 3631 journées.

ANNÉE 1898 : 10,500 consultations, 6,020 opérations ou pansements, avec un total de 4,162 journées.

ANNÉE 1899 : 12,273 consultations, 5922 opérations ou pansements, 164 hospitalisés, moyenne qui s'est maintenue chaque année avec de légères fluctuations.

Par l'exposé qui précède on a pu suivre l'évolution de l'Association des Dames Françaises depuis sa fondation jusqu'à ce jour ; dès l'origine elle a eu pour but de venir en aide au service de santé militaire, en lui apportant son concours ; le résultat aujourd'hui est pleinement acquis. L'Association possède en effet des comités dans toute la France et chaque comité quelle que soit son importance n'a qu'un seul objectif, tenir toujours prêt et en bon état le matériel d'un hôpital ainsi qu'un local désigné à l'avance apte à recevoir le matériel et à en permettre le fonctionnement. Les médecins et les ambulancières correspondant à chaque hôpital sont désignés d'avance.

Rien qu'à Paris, l'Association possède outre l'Hôpital École d'Auteuil, le matériel de vingt hôpitaux avec les locaux désignés, le personnel médical et les dames ambulancières.

Ces superbes résultats obtenus par de grands efforts et avec le concours de toutes les bonnes volontés, ont néanmoins coûté fort cher à l'Association, aussi serait-il

à désirer que les pouvoirs publics lui viennent en aide par quelques-uns des moyens que nous indiquons. Tout d'abord nous ferons observer qu'il ne s'agirait pas ici de privilèges, accordés à l'Association (ainsi qu'aux deux sociétés similaires) sans compensation pour l'Etat ; à vrai dire ce que nous lui demandons de nous donner d'une main, il le reçoit de l'autre main. En effet les secours donnés à l'armée par les sociétés libres, les frais de matériel, de locaux, de personnel que font ces sociétés pour préparer et assurer ces secours représentent des sommes considérables, sommes que l'Etat serait obligé de puiser dans ses propres caisses, si ces sociétés n'en prenaient pas la charge, de plus elles donnent et cela très généreusement, le temps, les capacités et toujours le dévouement de leur personnel dirigeant et de leur personnel administratif sans aucune rétribution. Le cas échéant et d'une façon inopinée l'Etat ne pourrait certainement pas, même au prix de dépenses considérables, s'assurer immédiatement un personnel initié, compétent non plus qu'un personnel approprié.

En ce qui concerne la France en particulier ces réflexions ont une application des plus justes. L'instruction du 5 mai 1899 publiée par le Ministre de la guerre oblige les sociétés et leurs comités à acheter d'avance et à entretenir leur matériel hospitalier, matériel représentant des millions de francs. Ces millions l'Etat n'aura pas à les déboursier, n'est-il pas fort équitable qu'en compensation il accorde aux sociétés quelques avantages qui atténueraient leurs charges et faciliteraient les moyens d'accroître leurs ressources.

Examinons de quelle façon l'État pourrait faciliter le développement des sociétés en temps de paix et leur fonctionnement en temps de guerre. Une expérience déjà longue (celle du Dr Duchaussoy) et la connaissance de ce qui se fait à l'étranger nous conduit à conclure qu'à côté des avantages moraux sur lesquels nous n'appuierons pas ici parce qu'ils sont très connus et généralement ne soulèvent aucune difficulté, il y aurait certains avantages nettement définis et qui seraient d'une grande utilité pour les sociétés.

Voici les Administrations qui pourraient les accorder : les Postes et Télégraphes, les Chemins de fer et les autres moyens de transport par terre et par mer, les Douanes ; d'un autre côté, il y aurait lieu de modifier légèrement les lois sur les impôts à payer pour les immeubles des sociétés, les droits d'enregistrement sur les legs d'argent qui leur sont faits et les impositions (ainsi l'Hôpital des Dames Françaises où tout est gratuit est imposé comme une propriété de plaisance d'un demi-million) ; les lois qui autorisent la perception d'un tant pour cent sur le produit brut des concerts, des spectacles ; il faudrait des facilités plus grandes pour l'organisation des loteries, des fêtes et des cérémonies publiques dont le but est l'accroissement des fonds des sociétés ; il faudrait également que dans tous les États le dépôt de ces fonds pût se faire dans les caisses publiques avec production d'intérêt et surtout avec la certitude de pouvoir les retirer en entier au moment du besoin. Les gouvernements peuvent beaucoup contribuer au développement des sociétés

par certaines marques de considération et par des distinctions honorifiques accordées aux personnes qui ont la charge de les administrer.

Entrons maintenant dans quelques détails sur les points les plus importants. Et d'abord les charges qui résultent des dépenses des postes et télégraphes, à combien montent-elles chaque année pour les sociétés de la Croix Rouge française ? Dix-huit mille francs environ ; ce qui revient à dire que l'administration des postes retire chaque année 18.000 francs aux secours distribués actuellement ou à ceux préparés pour la guerre. Pourtant ces dépenses pourraient être écartées. Depuis longtemps déjà, des Etats voisins de notre pays l'ont fait et cette mesure n'a pas eu seulement pour résultat d'augmenter les ressources de leur Croix Rouge, elle a encore montré aux populations l'intérêt que les gouvernements portaient à la prospérité de cette œuvre humanitaire

Deux moyens ont été employés pour réaliser cette exemption des prix de poste ; l'un consiste dans la création d'un timbre spécial qui est délivré gratuitement aux sociétés de la Croix Rouge comme au Portugal ; l'autre encore plus simple est pratiqué par l'Autriche-Hongrie, les lettres et les colis de la Croix Rouge bénéficient de la franchise à la seule condition de reproduire sur l'adresse les titres et sceaux de la Société et d'y joindre la mention (affaire officielle du service sanitaire).

En France on objecte quand on demande ces exemptions que la loi n'a pas prévu notre cas, nous

le savons bien puisque l'apparition des sociétés de la Croix Rouge est relativement récente mais c'est précisément la loi qu'il faudrait modifier en vertu de ce principe fondamental que les lois administratives doivent suivre le progrès si elles ne le créent pas et à des institutions nouvelles il faut des lois nouvelles.

Pareille réflexion s'applique au transport des colis et des personnes par les chemins de fer et par les voies navigables. Il n'y a pas à en douter, il faudra bien en arriver à admettre que les sociétés rattachées aux ministères de la Guerre et de la Marine, réglementées par eux jusque dans les moindres détails pour leur fonctionnement en cas de guerre, font en réalité partie de l'armée et qu'elles doivent par conséquent bénéficier des avantages accordés aux militaires. C'est la logique des choses qui conduit à cette conclusion lorsque certaines préventions et certaines craintes d'empiètement auront été dissipées.

Il en a été ainsi chez nos voisins. Depuis 1887 une ordonnance du Ministre du commerce d'Autriche accorde la franchise de port aux correspondances, aux envois d'argent et d'articles de messageries de la Société de la Croix rouge. Une autre ordonnance du même ministre dit que les fonctionnaires de la Société jouiront même en temps de paix, sur les lignes de chemins de fer, des avantages qui leur sont accordés en cas de guerre.

Dans les pays où les voies de transport appartiennent à des Sociétés particulières et non à l'Etat, il y a certainement des difficultés à résoudre pour arriver à faire

concéder de tels avantages aux sociétés de la Croix Rouge. Cependant si nous jugeons par la bienveillance avec laquelle les Compagnies de chemins de fer et les Messageries maritimes ont transporté nos convois au Transvaal, il nous semble que leurs dispositions sont très favorables et que l'entente entre ces Compagnies et l'Etat pourrait être essayée. Il serait à désirer aussi que les réductions des tarifs ne s'appliquent pas seulement au matériel mais aussi au personnel envoyé par les sociétés de secours.

Enfin il y a encore une grosse question, celle des impositions, des droits de succession, des legs de main-morte. En ce qui concerne notre pays il y a dans toutes ces formes d'impôt une cause de diminution très considérable des ressources des sociétés, ainsi pour un legs de 30.000 francs il y a 4.000 francs de droits à payer.

Il existe en France des congrégations religieuses auxquelles des exemptions partielles ou totales d'impôt ont été accordées, à raison du caractère charitable de leurs œuvres, elles étaient encore en 1900, au nombre de 64 environ; eh bien, pourrait-on citer une œuvre d'un caractère plus charitable que l'œuvre de la Croix Rouge ? Elle a même une supériorité sur la charité des congrégations; c'est que la plupart de celles-ci vivent d'abord de leur œuvre avant d'en faire profiter les malheureux, pendant que dans ces sociétés de la Croix Rouge, les fonctions sont gratuites. Voilà un argument qui doit peser sur les décisions à prendre à cet égard par les gouvernements auxquels nous

demandons des réductions d'impôt sur nos immeubles, des réductions des droits de succession et des droits de main-morte.

Un autre impôt d'une espèce toute particulière, c'est celui que l'Assistance publique prélève sur la recette brute des spectacles et qui peut aller jusqu'à 10 100. Même quand il n'y a pas de bénéfices pour les organisateurs, le droit pour la recette brute subsiste, c'est à coup sûr, une loi bien surannée. Les loteries ne prêtent pas à de moindres critiques ; à Paris, les sociétés de la Croix Rouge, se voient impitoyablement refuser l'autorisation d'émettre des loteries. A l'étranger, ce moyen d'obtenir les fonds nécessaires à l'achat du matériel et à la construction des hôpitaux, a produit des résultats très importants. L'Autriche, l'Espagne et l'Italie, lui doivent des sommes considérables, à l'aide desquelles leur Croix Rouge ont pu se bien établir, en trouvant d'un seul coup leurs premiers millions.

Les quelques desiderata que nous venons d'exprimer paraîtront de prime abord sortir du cadre de cette esquisse sur l'Association et l'Hôpital des Dames Françaises ; mais en y réfléchissant on voit bien vite que ces questions ont grand intérêt à être résolues dans le sens positif. L'œuvre ne vivant que des cotisations de ses membres et des dons qui lui parviennent a besoin de réaliser de grandes, de très grandes économies pour que le chiffre des recettes ne soit pas inférieur à celui des dépenses, comme pour un simple particulier là est la question de succès ou de banqueroute, pour

l'Association c'est une question de vie ou de mort. Aussi serait-il à souhaiter que les vœux formulés plus bas, exprimés par le Dr Duchaussoy au moment du Congrès de l'Exposition de 1900, fussent écoutés du gouvernement :

« Le Congrès émet le vœu que les gouvernements qui n'ont
« pas encore fait tout ce qui est souhaitable pour faciliter le
« développement et le fonctionnement des sociétés nationales
« de la Croix Rouge veuillent bien leur accorder la franchise ou
« des diminutions importantes pour le transport des lettres,
« du personnel, et du matériel ; pour les droits d'enregistre-
« ment, les impositions des locaux occupés par les Sociétés, les
« droits de mainmorte, les droits sur les legs.

Le Congrès demande en outre la « suppression des droits que
« l'Assistance publique perçoit sur les fêtes et cérémonies orga-
« nisées par les Sociétés de la Croix Rouge. »

Il n'y eut ni sanction, ni réponse favorable ; dans une réponse on laissait à penser qu'aujourd'hui une guerre devenant de plus en plus problématique, il n'y avait plus de raisons à faire d'énormes sacrifices en vue d'une éventualité à peu près illusoire. Malheureusement, comme le dit avec si juste raison le Dr Duchaussoy :

« Je ne sais si même parmi les hommes d'Etat les mieux
« renseignés ou les plus perspicaces, il en est un seul qui pour-
« rait répondre de la paix ; mais ce que je sais, c'est que rien
« ne paraissait plus assuré que la paix en 1869, alors qu'on
« ouvrait toutes nos portes aux plus fins limiers des puissances

« européennes, nous leur livrions les plus intimes secrets de nos
« forces et de nos faiblesses, pendant que nous nous endormions
« sur les lauriers trompeurs d'une brillantes Exposition univer-
« selle. Ce que je sais encore, c'est que dans l'année suivante, le
« réveil fut terrible, l'imprévoyance et le désordre étalés comme
« une honte dans presque toutes nos administrations et le
« désastre qui s'en suivit dure encore. »

Eh bien le désarroi serait peut être encore plus grand aujourd'hui, nous prendrons comme exemple la dernière guerre où une nation européenne a été engagée, nous n'aurons pas pris exprès ce cas favorable à notre thèse, n'en ayant pas d'autre à choisir, c'est de la campagne du Transvaal qu'il s'agit. Les troupes anglaises, nous dira-t-on, étaient dans de mauvaises conditions, la campagne dura plus longtemps qu'on ne l'eût cru, de plus on était loin de la mère patrie ; justement, ce sont les pires conditions qu'il faut prévoir, surtout à la guerre.

Les renseignements suivants sont fournis par la commission même désignée par le roi d'Angleterre pour faire une enquête sur les défauts d'organisation des divers services de l'armée ; au mois d'octobre 1899 la situation du service médical de l'armée anglaise comptait 3.707 hommes de tous rangs ainsi répartis : 2.429 dans le Royaume-Uni et 318 dans le Sud Africain ; le reste dans les autres colonies. A ce personnel du service actif s'ajoutent 1.009 hommes de réserve. Le directeur du service de santé avait demandé des accroissements d'effectifs, le ministre avait répondu négativement

faute d'argent. Aussi qu'arrive-t-il à la déclaration de guerre ? le premier corps d'armée est expédié au Transvaal et avec lui la presque totalité du service médical se trouve absorbée, tout se serait passé pour le mieux si l'expédition avait été de courte durée, mais elle se prolonge un an ; aussi quand le deuxième corps d'armée s'embarque, à peine si l'on trouve quelques médecins et infirmiers, mais d'une façon tout à fait insuffisante, aussi ne reste-t-il plus qu'une seule ressource, on l'a déjà deviné c'est de faire appel à l'élément civil tant pour accompagner les troupes que pour assurer le service dans les hôpitaux militaires.

A la fin de la campagne on avait envoyé 8.000 hommes en Afrique dont un quart à peine faisait partie du service de santé. Ainsi le chirurgien général Wilson avait sous ses ordres un personnel médical pour 80.000 hommes, or il eut à donner ses soins à 250.000 hommes. On voit que les préparatifs de l'Angleterre étaient insuffisants. Là encore les sociétés de la Croix Rouge rendirent les plus grands services.

Cette campagne est un enseignement, elle est encore un exemple de l'insuffisance, en temps de guerre du service de santé militaire et cela confirme l'idée du début de cette thèse, qu'aujourd'hui comme dans le passé l'élément médical civil et les sociétés de secours auront toujours à intervenir dans ces calamités.

Que dorénavant la concorde ne soit plus troublée et que l'âge d'or décrit par Ovide soit l'ère nouvelle tant désirée — ce qu'il serait téméraire d'affirmer — les services rendus en ce temps de paix par l'Associa-

tion des Dames Françaises seraient encore loin d'être une quantité négligeable ; d'abord l'hôpital d'Auteuil, le rouage central continuerait de fonctionner pour le plus grand bien de la région, dépourvue d'hôpitaux de l'Assistance.

Quant aux comités de province leur rôle serait encore fort utile : en effet chaque ville un peu importante de France en possède un, composé des médecins et des membres de l'Association, ce comité continuerait à fonctionner dans les épidémies. Bien plus imagine-t-on un moyen de propagande plus compétent et plus désintéressé pour diffuser rapidement dans les masses, les idées nouvelles sur l'hygiène, pour aider à lutter efficacement contre les fléaux dévastateurs qui déciment notre pays : l'alcoolisme, la tuberculose et la syphilis.

Aussi serait-il à désirer même avec une perspective de paix assurée pour toujours, qu'une association ayant rendu de pareils services et appelée chaque jour à en rendre de plus nombreux, ne vivant que par elle seule, pût enfin compter sur la bienveillance et l'appui des pouvoirs publics.

Vu : le Président de la thèse

GAUCHER

Vu par le Doyen

DEBOVE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

